



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 212 du 12 février 2021

Pays Nordiques

	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de cas	604 577	203 365	65 547	49 165	6 026
Cas/10 000 hab.	590,98	360,63	121,38	89,39	167,39
Nombre de décès	12 370	2 269	592	706	29
Décès/10 000 hab.	12,09	3,91	1,10	1,28	0,81
Décès/cas	2,05%	1,12%	0,90%	1,44%	0,48%

Chiffres du 11 février 2021 à 15h30

Les pays nordiques devraient afficher une baisse de croissance de l'ordre de 3,2% en 2020 selon les dernières prévisions de la banque Nordea. L'impact de la covid-19 aura été relativement homogène sur les économies de la zone (dans une fourchette de -2,9% à -3,7% en 2020) alors que les mesures sanitaires mises en œuvre ont été très disparates. Les perspectives de reprise en 2021 sont en revanche contrastées, avec une croissance limitée à 2,5 et 2,7% pour le Danemark et la Norvège, tandis que la Suède pourrait atteindre 4%.

	2019	2020	2021	2022
Pays nordiques	1,9	-3,2	3,1	3,2
Danemark	2,8	-3,7	2,5	3,5
Finlande	1,1	-3,0	3,0	2,0
Norvège	2,3	-3,4	2,7	4,3
Suède	1,4	-2,9	4,0	3,0

Le secteur de la Cleantech attire les capitaux. Selon la fédération Cleantech Scandinavia, la pandémie n'a pas freiné les investissements dans le secteur des technologies propres. Malgré la crise économique, les investissements dans le secteur ont augmenté de plus de 30% en 2020 pour atteindre près de 2 Mds€, dont 70% ont porté sur Northvolt (batteries électriques), Oatly (boissons végétales) et Renewcell (recyclage de textiles).

Danemark

Un accord politique subsidiaire vient d'être conclu au Parlement pour la mise en œuvre d'un Fonds de recapitalisation à destination des grandes entreprises danoises en difficulté. Dotée d'une enveloppe initiale de 1,35 Md€, cette nouvelle société anonyme publique (*Danmarks Genopretningsfond*) agira notamment comme un « investisseur de dernier ressort ». Avec la condition d'avoir un chiffre d'affaires supérieur à 500 M DKK (67,2 M€), c'est environ 200 entreprises danoises qui pourraient être éligibles à l'intervention de ce fonds.

Pendant la crise, les employés danois ont économisé une part beaucoup plus importante de leur salaire que d'habitude, selon une récente étude de Statistics Denmark et du fonds de pension PFA. Au cours des trois premiers trimestres de 2020, les Danois ont épargné respectivement 8%, 13,4% et 10% de leur revenu disponible. Cela représente 90,5 Mds DKK (12,2 Mds€) de moins pour la consommation, et 47,5 Mds DKK (6,4 Mds€) de plus qu'en 2019. Bien qu'une partie relève de l'épargne de précaution, les experts s'expliquent également cette situation par une épargne forcée liée aux restrictions et à la fermeture du pays.

Screening des investissements, le pragmatisme danois face à la réalité. Le Danemark prépare un nouveau projet de loi de filtrage des investissements étrangers ; une initiative soutenue, contre toute attente, par le monde des affaires (traditionnellement contre toute restriction à l'entrée de capitaux étrangers). Depuis quelques temps, une évolution se fait sentir au sein des autorités danoises sur le risque que des infrastructures stratégiques ou des entreprises technologiques critiques passent entre les mains d'investisseurs étrangers peu scrupuleux. Le Danemark souhaite que cet outil permette également une coopération efficace entre États membres de l'UE.

De nouveaux chiffres de Statistics Denmark montrent que 32 611 nouvelles entreprises ont été créées en 2020, soit une diminution de 12% par rapport à l'année précédente. C'est le niveau de création de start-ups le plus faible depuis la crise financière. Cette baisse est surtout notable au printemps (au cours du premier confinement), où elle atteint

30%. Afin de remédier à cette situation et de renverser la tendance, l'organisation professionnelle Ledernes souhaiterait qu'exceptionnellement, l'exigence de capital dans les sociétés à responsabilité limitée soit ramenée de 40 000 DKK (5 380€) à 8 000 DKK (1 075€).

Nouveau projet pilote de lutte contre le blanchiment d'argent. Face à plusieurs scandales qui ont éclaboussé le secteur bancaire danois (Danske Bank et Nordea), la Banque Nationale, en collaboration avec l'Autorité danoise de surveillance financière, la police (SØIK), et l'organisation professionnelle Finans Danmark, ont lancé un nouveau projet pilote de lutte contre le blanchiment d'argent. Cet outil informatique permettrait de suivre plus efficacement, et de façon anonyme, les flux de trésorerie entre les banques. En compilant les informations sur les transactions, et en les croisant avec des données de TVA, les autorités pourraient ainsi mieux identifier les comportements suspects.

Finlande

La Finlande mise sur le développement de l'industrie des batteries. Le ministère de l'Economie a récemment publié la stratégie finlandaise en matière de batteries, qui vise à attirer des investissements internationaux considérés comme cruciaux. Outre la réputation d'expertise technologique de ses ingénieurs et de ses entreprises, la Finlande dispose d'atouts importants puisque son sol est riche en matières premières nécessaires à la fabrication des batteries. L'un des axes de développement actuel consiste à développer la production de produits chimiques à partir des matières premières extraites, afin de multiplier la valeur des matériaux produits entrants dans la composition des batteries. L'entreprise finlandaise des minerais (*Suomen Malmijalostus*), détenue par l'Etat, gère les investissements publics dans l'industrie minière et les batteries. Elle sera chargée dès le mois d'avril 2021 de démarrer une usine de produits chimiques à Sotkamo (centre de la Finlande) via une filiale.

La Finlande souhaite par ailleurs appliquer les principes de l'économie circulaire à cette industrie en essor et met en avant une empreinte carbone en moyenne 60% plus basse de ses usines nationales de produits chimiques par rapport aux autres pays. De son côté, le groupe énergétique Fortum ouvrira en février 2021 un nouveau centre de recyclage des batteries de voitures électriques, dont la capacité sera de 10 000 voitures par an. Il se situera à une centaine de kilomètres d'un autre centre de recyclage, près de la côte ouest du pays. Le développement de l'industrie des batteries en Finlande s'inscrit dans la logique européenne des Projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) sur les batteries auxquels la Finlande participe.

Polémique sur le montant des subventions allouées à la Finlande dans le plan de relance européen. La session de printemps du Parlement finlandais a débuté par un débat animé sur le montant des subventions qui seront allouées à la Finlande dans le cadre du plan de relance européen NextGenerationEU. En effet selon les estimations actuelles, la Finlande devrait recevoir un montant d'environ 2,7 Mds€, soit une baisse de 500 M€ par rapport aux projections initiales. Cela s'explique par la clé d'allocation qui a été retenue pour l'octroi des subventions : 30% de l'enveloppe de la Facilité de Relance et de Résilience est calculée en fonction des pertes économiques engendrées par la crise du covid-19 en 2020 et 2021. Or les prévisions de croissance de la Commission européenne pour la Finlande sur lesquelles se base le montant des subventions ont été revues à la hausse au cours des derniers mois : de -6,3% du PIB (prévisions d'été) à -4,3% (prévisions d'automne) pour l'année 2020. La contribution nette que la Finlande devra rembourser au titre du paquet de relance est estimée à environ 3,9 Mds€. Les remboursements s'échelonneront sur 30 ans entre 2028 et 2058, soit 130 M€ par an.

Norvège

Fiscalité verte. Le ministre de l'Environnement et du Climat, Sveinung Rotevagn, se dit prêt à compenser la hausse de la taxe sur le CO₂ par une baisse de l'impôt sur les sociétés (actuellement à 22%) et de l'impôt sur le revenu. « Ces réductions ciblées auront le plus d'effet en termes de création de valeur », et devront être discutées dans le cadre de la prochaine loi de finances.

L'an dernier, Equinor a perdu 60 Mds NOK (6 Mds€) à l'étranger. Ses actifs ont à nouveau été dépréciés (à hauteur de 8 Mds NOK, 780 M€) sur deux gisements qu'elle exploite dans le Montana et le Dakota du Nord aux Etats-Unis. La compagnie a annoncé son retrait de ces projets, et la revente de ses parts pour 900 M NOK (88 M€). Au total, l'aventure américaine d'Equinor lui aura coûté plus de 23 Mds NOK (2 Mds€), ce qui a conduit à l'éviction de son PDG en 2020.

Fonds pétrolier: nouveau groupe d'experts sur les risques climatiques. Le ministère des Finances a nommé un groupe d'experts chargé d'évaluer comment le changement climatique, la politique climatique et la transition verte peuvent affecter le Fonds pétrolier. « Nous avons besoin de mieux comprendre comment la transition vers une société à faibles émissions pourrait affecter l'exposition du Fonds au risque climatique et aux opportunités d'investissement liées au climat », déclare le ministre des Finances, Jan Tore Sanner. Le rapport final sera rendu public le 15 août 2021.

Eoliennes offshore. Un nouveau règlement sur l'énergie offshore est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2021 en Norvège. Les zones Utsira Nord (au large du Rogaland) et Sørlige Nordsjø II (en mer du Nord) ont ainsi été ouvertes pour l'exploitation des énergies renouvelables offshore. Le règlement fait partie d'un projet du ministère du Pétrole et de l'Énergie sur l'énergie éolienne offshore, qui vise à établir un cadre pour le développement des ressources éoliennes offshore au profit de la société. Ce projet permet à tous les acteurs intéressés de faire part de leur intérêt dans les domaines envisagés pour le développement. Par ailleurs, l'énergie éolienne offshore sera un sujet important dans le livre blanc sur la création de valeur à long terme à partir des ressources énergétiques norvégiennes.

Pollution par Hydro au Brésil. 40 000 indigènes au Brésil ont porté plainte contre l'entreprise norvégienne Hydro pour empoisonnement de l'eau, pollution et dommages sanitaires après les dégâts provoqués par des inondations sur l'usine d'aluminium Alunorte en février 2018. La plainte a été déposée aux Pays-Bas, où trois filiales de Hydro (Paragominas, Alunorte et Albras) sont enregistrées.

Paquet ferroviaire européen. Une majorité au Storting a, pour la première fois depuis 1945, demandé que la Cour suprême étudie le transfert de souveraineté lié à l'adoption du quatrième paquet ferroviaire européen par la Norvège. Dans ce cadre, la Cour a ouvert une consultation publique. Flytoget, la compagnie privée qui relie Oslo à l'aéroport de Gardermoen, en grande difficulté dès avant la crise sanitaire, s'oppose fermement à ce paquet, de crainte que seule l'Agence européenne des chemins de fer puisse imposer ses décisions à la Norvège en matière de sécurité et de concurrence.

Suède

La Banque de Suède (Riksbank) maintiendra son taux directeur à 0% jusqu'en 2024. La Riksbank considère que le stimulus budgétaire et monétaire en place depuis le printemps 2020 contribuera à la reprise économique (croissance de 3% en 2021 et de 3,9% en 2022) et prévoit de maintenir son taux directeur (REPO) à 0% jusqu'en 2024, puisque l'inflation ne s'approchera pas de la cible de 2% avant 2023.

L'excédent de la balance commerciale (biens) a atteint 5,8 Mds€ en 2020. Les exportations de biens ont reculé de 6% en 2020, soit moins que les importations (-9%). Ainsi, malgré l'impact négatif de la pandémie sur le commerce extérieur, l'excédent commercial suédois a fortement augmenté. Il est passé de 14,6 Mds SEK (1,43 Md€) en 2019 à 59,5 Mds SEK (5,9 Mds€) en 2020, ce qui représente 1,1% du PIB. L'excédent commercial traditionnel de la Suède cache cependant une réalité contrastée puisque, si l'excédent commercial est très élevé avec les pays hors UE (238,7 Mds SEK, 23,4 Mds€), le solde avec l'UE reste largement déficitaire (-179,2 Mds SEK, -17,5 Mds€).

Le suédois EQT, grand acteur du capital investissement européen. Le premier groupe de *private equity* nordique a réalisé trois importantes opérations qui lui ont valu la une de la presse locale :

- ✓ Préparation de l'introduction à la Bourse de Stockholm d'Anticimex (lutte antiparasitaire), valorisée à 4,5 Mds€ ;
- ✓ Levée de capital pour IVC Evidensia (souscrit par Nestlé et Silver Lake), premier réseau de vétérinaires en Europe avec 1 520 cliniques dans 12 pays et plus de 4 M d'animaux pris en charge par an. Ce groupe, désormais valorisé à 12,3 Mds€, est présent en France avec une soixantaine de cliniques ;
- ✓ Rachat du groupe pharmaceutique Recipharm pour 2,5 Mds€, qui sera décoté de la Bourse de Stockholm (plusieurs sites en France avec plus de 800 salariés au total).

Vovlo Cars, propriété du groupe automobile chinois Geely, annonce une croissance de 4,9% (à 151 Mds SEK, 15 Mds€) au second semestre 2020 et une hausse du bénéfice d'exploitation de 8,2% (à 9,5 Mds SEK, 940 M€). Pour l'année 2020, Volvo Cars a enregistré un chiffre d'affaires de 236 Mds SEK (23,4 Mds€) et un bénéfice d'exploitation de 8,5 Mds SEK (840 M€). Volvo Cars s'attend à ce que la rentabilité retrouve ses niveaux d'avant crise en 2021. L'entreprise a bénéficié des mesures de chômage partiel en 2020 et sera autorisée à verser des dividendes en 2021.

Klarna annonce une nouvelle émission d'actions. La licorne suédoise est sur le point de réaliser une nouvelle émission d'actions qui recapitaliserait la banque à hauteur de 500 M USD supplémentaires (412 M€). Klarna est aujourd'hui évaluée à 250 Mds SEK (25 Mds€), contre 93 Mds SEK (9,2 Mds€) à l'automne 2020. Klarna confirme ainsi être l'une des licornes les plus attractives et les mieux valorisées en Europe : après la nouvelle émission, sa valorisation surpasserait celle des banques traditionnelles suédoises SEB, Handelsbanken et Swedbank.

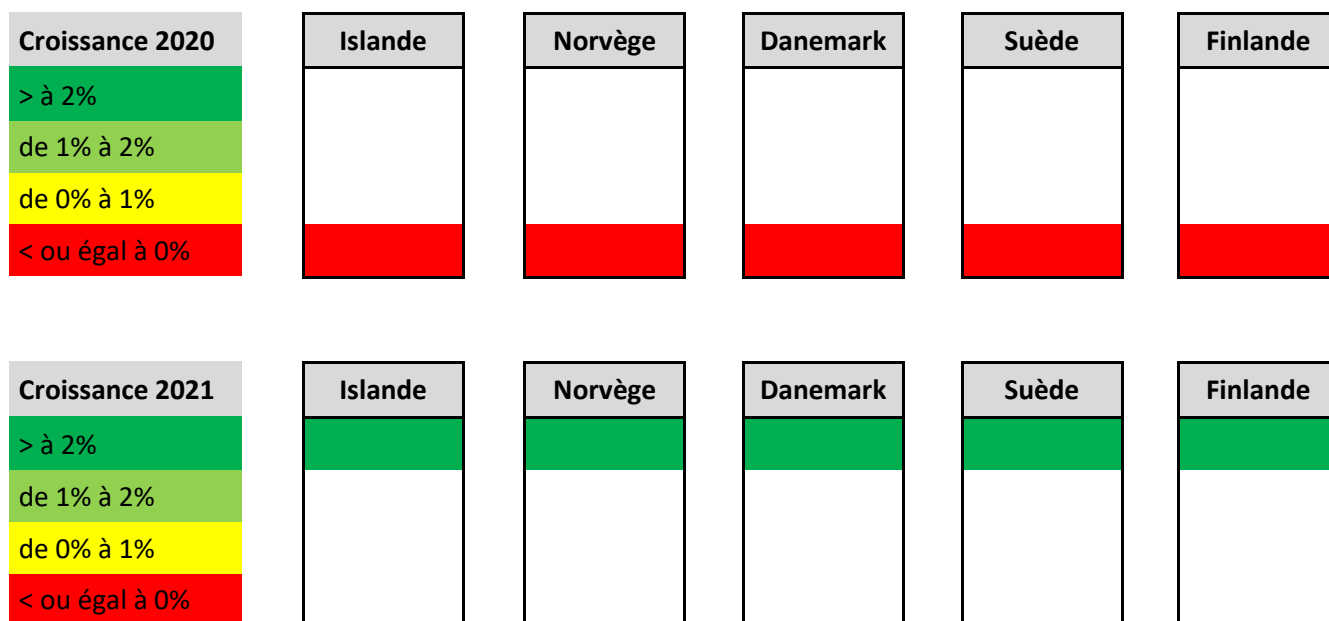
Premier investissement industriel suédois, le projet Hybrit de décarbonation de l'acier avance. Premier pays minier de l'UE, la Suède a fourni 92% de la production européenne de fer en 2019. Le projet national HYBRIT, utilisant notamment la technologie hydrogène, vise à décarboner l'ensemble de la chaîne de valeur de la production d'acier, des mines de fer du groupe public LKAB aux hauts-fourneaux du sidérurgiste SSAB. Il devrait permettre de réduire les émissions nationales de 10% en Suède et de 7% en Finlande où le métallurgiste SSAB opère également. Le gouvernement et le groupe LKAB ont annoncé un investissement record de 40 Mds€ étalé sur une période de 20 ans. LKAB produira des concentrés de fer totalement décarbonés. Les exportations de ces concentrés permettront de réduire l'empreinte carbone des clients de LKAB de 35 MtonCO_{2eq}/an, équivalent à 70% des émissions GES suédoises totales.



La Suède prévoit d'introduire une filière REP (Responsabilité Élargie des Producteurs) pour les produits textiles en 2021, dans le sillage de la France. Les entreprises mettant sur le marché des textiles devront organiser et financer la collecte, le tri et la valorisation (réutilisation, recyclage et, à défaut, valorisation énergétique) des déchets issus de produits textiles (vêtements, textiles de décoration, sacs, accessoires textiles, etc.). La responsabilité sera donc transférée des communes aux producteurs. La Suède devrait par ailleurs permettre aux municipalités, aux magasins de vente de vêtements et à d'autres types d'organisations de collecter et réutiliser les déchets textiles en introduisant un cadre réglementaire spécifique pour tous les acteurs volontaires. Ce cadre devrait être une première mondiale en matière d'économie circulaire selon les autorités suédoises.

Prévisions des livraisons de vaccins jusqu'au 31 juin 2021. Selon l'Agence suédoise de la santé publique, 13,6 M de doses seront livrées pour la période du 1^{er} décembre 2020 au 31 juin 2021, dont 6,3 M de Pfizer/BioNTech, 3,4 M d'AstraZeneca, 1,4 M de Curevac, 1,4 M de Janssen (Johnson&Johnson) et 1,1 M de Moderna.

Nb doses	Déc. 2020	Janv. 2021	Fév. 2021	Mars 2021	Avril 2021	Mai 2021	Juin 2021
Pfizer/BioNTech	87 750	311 000	423 540	661 050	1 618 000	1 618 000	1 618 000
Moderna	-	26 400	156 000	67 600	236 000	236 000	402 000
AstraZeneca	-	-	430 000	450 000	830 000	830 000	830 000
Curevac	-	-	-	-	458 000	458 000	458 000
Janssen	-	-	-	-	458 000	458 000	458 000
Total mensuel	87 750	337 400	1 009 540	1 178 650	3 600 000	3 600 000	3 766 000
Total cumulé	87 750	424 150	1 434 690	2 613 340	6 213 340	9 813 340	13 579 340
<i>en % population (2 doses/pax)</i>	0,43%	2,1%	7,0%	12,7%	30,2%	47,6%	65,9%
<i>en % population de plus de 18 ans (2 doses/pax)</i>	0,55%	2,7%	9,0%	16,3%	38,7%	61,4%	84,5%

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques


Source : Commission Européenne, prévisions d'été (juillet 2020).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	-4,5	4,2	-3,3	2,5	-3,1	4,4	-2,9	3,0	-9	5,0
Banque centrale	-3,6	3,6	-3,8	2,2	-1,8	3,8	-4,0	2,6	-8,0	2,4
Institut stat./conj****.	-4,0	2,9	-4,5	3,2	-1,9	3,7	-3,4	3,6	-7,6	4,9
Commission*	-3,9	3,5	-4,3	2,9	-3,6	2,8	-3,4	3,3	-7,3	3,1
FMI**	-4,5	3,5	-4	3,6	-2,8	3,6	-4,7	3,5	-7,2	4,1
OCDE***	-3,9	1,8	-4,0	1,5	-1,2	3,2	-3,2	3,3	-7,7	3,0
SEB (02/2021)	-4,0	3,0	-3,3	2,8	-1,3	3,4	-2,6	2,8	-	-
Nordea (01/2021)	-3,7	2,5	-3,0	3,0	-3,4	2,7	-2,9	4,0	-	-
Danske Bank (01/2021)	-3,7	2,3	-3,3	2,2	-3,3	4,0	-3,2	3,3	-	-

Source :

* Prévisions d'automne (novembre 2020)

** World Economic Outlook (novembre 2020)

*** Perspectives économiques (décembre 2020)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	-3,9	-2,4	-6,1	-5,2	7,6	-	-3,9	-3,6	-1,7	-
Commission*	-4,2	-2,5	-7,6	-4,8	3,1	7,8	-3,9	-2,5	-9,4	-9,2
FMI**	-4,0	-3,0	-6,8	-4,1	-1,8	2,0	-5,9	-2,0	-10,0	-7,0
OCDE***	-3,9	-2,9	-7,5	-5,1	-1,3	1,8	-4,0	-3,8	-14,4	-13

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	43,2	41,5	69,0	71,4	-	-	39,8	40,8	-	-
Commission*	45,0	41,1	69,8	71,8	46,2	43,7	39,9	40,5	60,6	67,3
FMI**	34,5	39,3	67,9	68,6	40,0	40,0	41,9	41,7	51,7	52,5
OCDE***	44,1	40,1	63,8	68,5	-	-	38,3	38,3	77,9	90,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
inflation (IPCH)*	0,3	1,1	0,4	1,1	1,3	1,8	0,6	0,8	3,0	2,8
cons. privée*	-2,9	4,7	-4,4	3,5	-6,8	3,9	-4,6	3,4	-5,7	2,9
chômage (BIT)*	6,1	5,8	7,9	7,7	5,3	4,8	8,8	9,2	10,1	9,5

Source :

* *Prévisions d'automne* (novembre 2020) - Commission

** *World Economic Outlook* (novembre 2020)

*** *Perspectives économiques* (décembre 2020)

**** Suède : *Konjunkturinstitutet (KI)*, Danemark : *Conseil des Sages*, Norvège : *SSB*, Finlande : *ETLA*, Islande : *Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

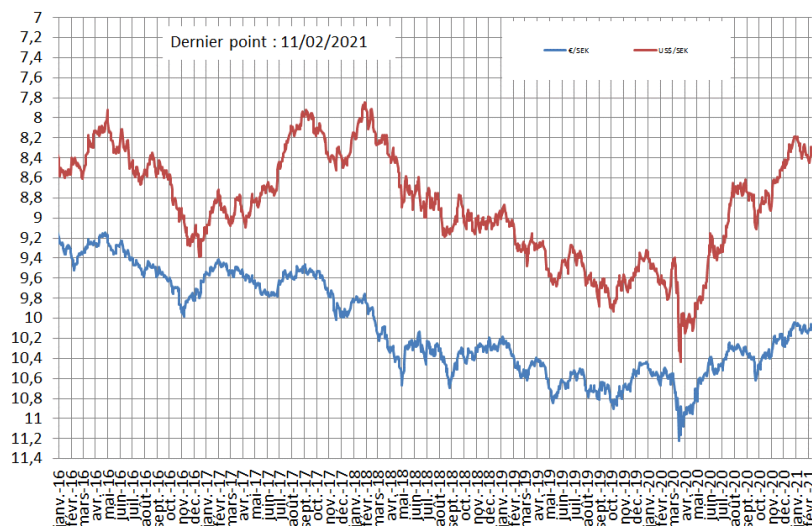
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

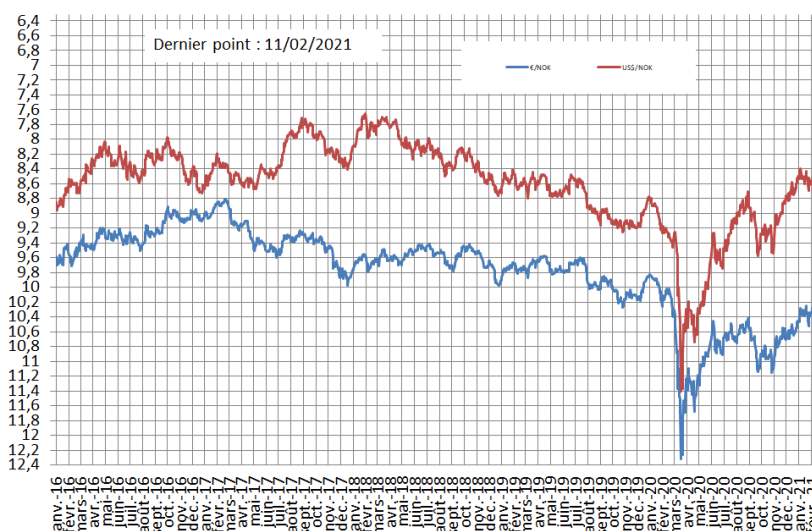


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Ingallil d'Armaillé (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini), de l'ambassade de France en Islande (E. Tredez) et du Service Economique Régional de Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Charrier, L. Damblémont).